

Art. 2. Dans l'arrêté ministériel, l'article 1^{er}, 4°, est abrogé et remplacé par :

« 4° schéma de vaccination : le calendrier des vaccinations tel que recommandé par le Conseil supérieur de la Santé, complété par la vaccination contre les infections à méningocoque du groupe C, telle que visée à l'article 4, §§ 5 et 6. »

Art. 3. Dans l'arrêté ministériel, l'article 2 est abrogé et remplacé par :

« Art. 2. En tenant compte du schéma de vaccination, les vaccinations sont offertes, si possible, par le centre au cours des années d'études pour lesquelles des consultations générales ou dirigées sont prévues. »

Art. 4. L'article 3 de l'arrêté ministériel est complété par le texte suivant :

§ 5. Entre le 7 janvier 2002 et le 31 août 2002, la vaccination contre les infections à méningocoque du groupe C est offerte :

1° en première année de l'enseignement maternel ou, pour l'enseignement spécial, par analogie, aux jeunes enfants qui auront trois ou quatre ans en 2002;

2° en deuxième année de l'enseignement maternel ou, pour l'enseignement spécial, par analogie, aux jeunes enfants qui auront cinq ans en 2002;

3° en troisième année de l'enseignement maternel ou, pour l'enseignement spécial, par analogie, aux jeunes enfants qui auront six ans en 2002;

4° en troisième année de l'enseignement secondaire ou, pour l'enseignement spécial, par analogie, aux élèves qui auront quinze ans en 2002;

§ 6. Entre le 1^{er} septembre 2002 et le 31 décembre 2002, la vaccination contre les infections à méningocoque du groupe C est offerte :

1° en troisième année de l'enseignement secondaire ou, pour l'enseignement spécial, par analogie, aux élèves qui auront quinze ans en 2003;

2° en cinquième année de l'enseignement secondaire ou, pour l'enseignement spécial, par analogie, aux élèves qui auront dix-sept ans en 2003;

3° en sixième année de l'enseignement secondaire ou, pour l'enseignement spécial, par analogie, aux élèves qui auront dix-huit ans en 2003.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 7 janvier 2002.

Bruxelles, le 3 janvier 2002.

Le Ministre flamand de l'Aide sociale, de la Santé et de l'Egalité des Chances,
M. VOGELS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2002 — 407

[C — 2002/27098]

10 JANVIER 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'introduction de l'euro dans les arrêtés en matière économique

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique, notamment les articles 2, 12, 16 et 38, modifiés par le décret du 25 juin 1992, les articles 30 et 31 et les articles 30*bis* et 31*bis*, insérés par le décret du 15 mars 1990;

Vu la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, notamment les articles 32.2, 32.4, 32.7, 32.10, 32.11, 32.13 et 32.14, insérés par le décret du 25 juin 1992;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 décembre 1991 déterminant les conditions d'octroi et les taux des subventions pour l'aménagement et l'équipement de terrains et bâtiments à l'usage de l'industrie, de l'artisanat ou de services ou d'autres infrastructures d'accueil des investisseurs, notamment l'article 26;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 juillet 1992 portant exécution de l'article 32.10 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique telle que modifiée par le décret du 25 juin 1992, notamment l'article 3;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 juillet 1992 portant exécution de l'article 32.11 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique telle que modifiée par le décret du 25 juin 1992, notamment l'article 5, § 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 septembre 1993 visant à mettre en œuvre une politique spécifique en matières d'énergies renouvelables dans le cadre de l'article 32.13 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique telle que modifiée par le décret du 25 juin 1992, notamment l'article 1^{er};

Vu l'arrêté du 21 mai 1999 portant exécution des articles 32.2, 32.4, 32.7 et 32.14 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, notamment les articles 5, § 1^{er}, 10, § 3, 14, 22 et l'article 15, § 1^{er} et § 2, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 septembre 2000;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2000 portant exécution des articles 2, 12, 16 et 38 de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique, notamment les articles 5 et 10, § 4 et § 7;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2000 relatif à la mise en œuvre du plan de développement cofinancé par le Fonds de développement régional - Objectif n° 1, notamment les articles 6, § 1^{er} et 8;

Vu l'avis du Conseil supérieur du Tourisme, donné le 7 novembre 2001;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 9 octobre 2001;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 3 septembre 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 septembre 2001;

Vu la délibération du Gouvernement wallon sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 32653/4, donné le 17 décembre 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans la disposition, indiquée ci-dessous, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 décembre 1991 déterminant les conditions d'octroi et les taux des subventions pour l'aménagement et l'équipement de terrains et bâtiments à l'usage de l'industrie, de l'artisanat ou de services ou d'autres infrastructures d'accueil des investisseurs, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 26		
alinéa 1 ^{er} , 1 ^o	10 millions de francs	250.000 euros
2 ^o	10 millions de francs	250.000 euros
	20 millions de francs	500.000 euros
3 ^o	20 millions de francs	500.000 euros

Art. 2. Dans la disposition, indiquée ci-dessous, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 juillet 1992 portant exécution de l'article 32.10 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique telle que modifiée par le décret du 25 juin 1992, le montant exprimé en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant est remplacé par le montant exprimé en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 3		
§ 1 ^{er}	100 000 francs	2.500 euros

Art. 3. Dans la disposition, indiquée ci-dessous, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 juillet 1992 portant exécution de l'article 32.11 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique telle que modifiée par le décret du 25 juin 1992, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 5		
§ 3, alinéa 1 ^{er}	500 000 francs	12.500 euros
alinéa 2	25 000 francs	620 euros

Art. 4. Dans la disposition, indiquée ci-dessous, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 septembre 1993 visant à mettre en œuvre une politique spécifique en matière d'énergies renouvelables dans le cadre de l'article 32.13 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique telle que modifiée par le décret du 25 juin 1992, le montant exprimé en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant est remplacé par le montant exprimé en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 1 ^{er}		
quatrième tiret	50 millions de francs	1.250.000 euros

Art. 5. Dans les dispositions, indiquées ci-dessous, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mai 1999 portant exécution des articles 32.2, 32.4, 32.7 et 32.14 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, modifiées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 septembre 2000, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 5		
§ 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er}	1,750 million de francs	43.400 euros
	1,250 million de francs	31.000 euros
alinéa 2	5 millions de francs	125.000 euros
alinéa 3	10 millions de francs	250.000 euros
alinéa 4	15 millions de francs	375.000 euros
alinéa 5	20 millions de francs	500.000 euros
Article 10		
§ 3, alinéa 4	20 millions de francs	500.000 euros
§ 4, alinéa 7	20 millions de francs	500.000 euros
Article 14		
alinéa 3	50 millions de francs	1.250.000 euros
Article 15		
§ 1 ^{er}	10 millions de francs	250.000 euros
§ 2, alinéa 1 ^{er}	10 millions de francs	250.000 euros

Art. 6. Dans les dispositions, indiquées ci-dessous, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2000 portant exécution des articles 2, 12.16 et 38 de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 5		
alinéa 1 ^{er}	20 millions de francs	500.000 euros
Article 10		
§ 4, alinéa 2	20 millions de francs	500.000 euros
§ 7	3 millions de francs	75.000 euros

Art. 7. Dans les dispositions indiquées ci-dessous, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2000 relatif à la mise en œuvre du plan de développement cofinancé par le Fonds de développement régional – Objectif n° 1, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 6		
§ 1 ^{er}	3 millions de francs	75.000 euros
	5 millions de francs	125.000 euros
Article 8		
alinéa 1 ^{er} , 1°	5 millions de francs	125.000 euros
2°	10 millions de francs	250.000 euros

Art. 8. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2002.

Art. 9. Le Ministre de l'Economie et des P.M.E. est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 10 janvier 2002.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2002 — 407

[C – 2002/27098]

10. JANUAR 2002 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Einführung des EUR in die Erlasse im wirtschaftlichen Bereich

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 über den Wirtschaftsaufschwung, insbesondere der Artikel 2, 12, 16 und 38, in ihrer durch das Dekret vom 25. Juni 1992 abgeänderten Fassung, der Artikel 30 und 31 und der durch das Dekret vom 15. März 1990 eingefügten Artikel 30*bis* und 31*bis*;

Aufgrund des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung, insbesondere der durch das Dekret vom 25. Juni 1992 eingefügten Artikel 32.2, 32.4, 32.7, 32.10, 32.11, 32.13 und 32.14;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. Dezember 1991, durch den die Bedingungen für die Gewährung der Zuschüsse für die Anlage bzw. Einrichtung und die Ausrüstung von Grundstücken und Gebäuden für die Industrie, die handwerklichen Betriebe und das Dienstleistungsgewerbe oder von sonstigen Erschließungsinfrastrukturen für Anleger sowie die Sätze dieser Zuschüsse bestimmt werden, insbesondere des Artikels 26;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. Juli 1992 zur Durchführung des Artikels 32.10 des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung, sowie es durch das Dekret vom 25. Juni 1992 abgeändert worden ist, insbesondere des Artikels 3;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. Juli 1992 zur Durchführung des Artikels 32.11 des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung, sowie es durch das Dekret vom 25. Juni 1992 abgeändert worden ist, insbesondere des Artikels 5, § 3;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 16. September 1993 zur Verwirklichung einer spezifischen Politik auf dem Gebiet regenerativer Energie im Rahmen von Artikel 32.13 des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung, sowie es durch das Dekret vom 25. Juni 1992 abgeändert worden ist, insbesondere des Artikels 1;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Mai 1999 zur Ausführung der Artikel 32.2, 32.4, 32.7 und 32.14 des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung, insbesondere der Artikel 5, § 1, 10, § 3, 14, 22 und des Artikels 15 § 1 und § 2, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. September 2000 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2000 zur Ausführung der Artikel 2, 12, 16 und 38 des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 über den Wirtschaftsaufschwung, insbesondere der Artikel 5 und 10, § 4 und § 7;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2000 zur Durchführung des durch den europäischen Fonds für regionale Entwicklung mitfinanzierten Entwicklungsplans - Ziel 1, insbesondere der Artikel 6, § 1 und 8;

Aufgrund des am 7. November 2001 gegebenen Einverständnisses des "Conseil supérieur du Tourisme" (Hohes Rat für Tourismus);

Aufgrund des am 9. Oktober 2001 gegebenen Einverständnisses des Wirtschafts- und Sozialrates der wallonischen Region;

Aufgrund des am 3. September 2001 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 21. September 2001 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung über den Antrag auf ein durch den Staatsrat innerhalb einer einmonatigen Frist abzugebendes Gutachten;

Aufgrund des am 17. Dezember 2001 in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatrates nr. 32653/4;

Auf Vorschlag des Ministers der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In der folgenden Bestimmung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. Dezember 1991, durch den die Bedingungen für die Gewährung der Zuschüsse für die Anlage bzw. Einrichtung und die Ausrüstung von Grundstücken und Gebäuden für die Industrie, die handwerklichen Betriebe und das Dienstleistungsgewerbe oder von sonstigen Erschließungsinfrastrukturen für Anleger sowie die Sätze dieser Zuschüsse bestimmt werden, werden die in der zweiten Spalte der folgenden Tabelle in BEF angegebenen Beträge durch die in der dritten Spalte derselben Tabelle in Euro angegebenen Beträge ersetzt.

Artikel 26		
Absatz 5, 1°	10 Millionen BEF	250.000 EUR
2°	10 Millionen BEF	250.000 EUR
3°	20 Millionen BEF	500.000 EUR
	20 Millionen BEF	500.000 EUR

Art. 2 - In der folgenden Bestimmung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. Juli 1992 zur Durchführung des Artikels 32.10 des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung, in seiner durch das Dekret vom 25. Juni 1992 abgeänderten Fassung, wird der in der zweiten Spalte der folgenden Tabelle in BEF angegebene Betrag durch den in der dritten Spalte derselben Tabelle in Euro angegebenen Betrag ersetzt.

Artikel 3		
§ 1	100 000 BEF	2.500 EUR

Art. 3 - In der folgenden Bestimmung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. Juli 1992 zur Durchführung des Artikels 32.11 des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung, in seiner durch das Dekret vom 25. Juni 1992 abgeänderten Fassung, werden die in der zweiten Spalte der folgenden Tabelle in BEF angegebenen Beträge durch die in der dritten Spalte derselben Tabelle in Euro angegebenen Beträge ersetzt.

Artikel 5		
§ 3, Absatz 1	500 000 BEF	12.500 EUR
Absatz 2	25 000 BEF	620 EUR

Art. 4 - In der folgenden Bestimmung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. September 1993 zur Verwirklichung einer spezifischen Politik auf dem Gebiet regenerativer Energie im Rahmen von Artikel 32.13 des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung, sowie es durch das Dekret vom 25. Juni 1992 abgeändert worden ist, wird der in der zweiten Spalte der folgenden Tabelle in BEF angegebene Betrag durch den in der dritten Spalte derselben Tabelle in Euro angegebenen Betrag ersetzt.

Artikel 1		
Strich 4	50 Millionen BEF	1.250.000 EUR

Art. 5 - In den folgenden Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Mai 1999 zur Ausführung der Artikel 32.2, 32.4, 32.7 und 32.14 des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung, in ihrer durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. September 2000 abgeänderten Fassung, werden die in der zweiten Spalte der folgenden Tabelle in BEF angegebenen Beträge durch die in der dritten Spalte derselben Tabelle in Euro angegebenen Beträge ersetzt.

Artikel 5		
§ 1, Absatz 1	1,750 Millionen BEF	43.400 EUR
	1,250 Millionen BEF	31.000 EUR
Absatz 2	5 Millionen BEF	125.000 EUR
Absatz 3	10 Millionen BEF	250.000 EUR
Absatz 4	15 Millionen BEF	375.000 EUR
Absatz 5	20 Millionen BEF	500.000 EUR
Artikel 10		
§ 3, Absatz 4	20 Millionen BEF	500.000 EUR
§ 4, Absatz 7	20 Millionen BEF	500.000 EUR
Artikel 14		
Absatz 3	50 Millionen BEF	1.250.000 EUR
Artikel 15		

§ 1	10 Millionen BEF	250.000 EUR
§ 2, Absatz 1	10 Millionen BEF	250.000 EUR

Art. 6 - In den folgenden Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2000 zur Ausführung der Artikel 2, 12, 16, 38 und 32.14 des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 über den Wirtschaftsaufschwung werden die in der zweiten Spalte der folgenden Tabelle in BEF angegebenen Beträge durch die in der dritten Spalte derselben Tabelle in Euro angegebenen Beträge ersetzt.

Artikel 5		
Absatz 1	20 Millionen BEF	500.000 EUR
Artikel 10		
§ 4, Absatz 2	20 Millionen BEF	500.000 EUR
§ 7	3 Millionen BEF	75.000 EUR

Art. 7 - In den folgenden Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2000 zur Durchführung des durch den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung mitfinanzierten Entwicklungsplans - Ziel 1, werden die in der zweiten Spalte der folgenden Tabelle in BEF angegebenen Beträge durch die in der dritten Spalte derselben Tabelle in Euro angegebenen Beträge ersetzt.

Artikel 6		
§ 1	3 Millionen BEF	75.000 EUR
	5 Millionen BEF	125.000 EUR
Artikel 8		
Absatz 5, 1°	5 Millionen BEF	125.000 EUR
2°	10 Millionen BEF	250.000 EUR

Art. 8 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2002 wirksam.

Art. 9 - Der Minister der Umwelt und der K.M.B. wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 10. Januar 2002

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2002 — 407

[C - 2002/27098]

**10 JANUARI 2002. — Besluit van de Waalse Regering
betreffende de invoering van de euro in de besluiten inzake economie**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 30 december 1970 op de economische expansie, inzonderheid op artikelen 2, 12, 16 en 38, gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992, artikelen 30 en 31 en artikelen 30*bis* en 31*bis*, ingevoegd bij het decreet van 15 maart 1990;

Gelet op de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, inzonderheid op artikelen 32.2, 32.4, 32.7, 32.10, 32.11, 32.13 en 32.14, ingevoegd bij het decreet van 25 juni 1992;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 19 december 1991 tot bepaling van de voorwaarden tot toekenning en de percentages der subsidies voor de aanleg en de uitrusting van terreinen en gebouwen bestemd voor de industrie, het ambachtswezen of diensten of andere infrastructures tot aantrekking van de investeerders, inzonderheid op artikel 26;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 juli 1992 tot uitvoering van artikel 32.10 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, zoals gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 juli 1992 tot uitvoering van artikel 32.11 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, zoals gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992, inzonderheid op artikel 5, § 3;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 16 september 1993 tot inwerkingstelling van een bijzonder beleid inzake hernieuwbare energieën in het kader van artikel 32.13 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, zoals gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 mei 1999 tot uitvoering van artikelen 32.2, 32.4, 32.7 en 32.14 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, inzonderheid op artikelen 5, § 1, 10, § 3, 14, 22 en artikel 15, § 1 en § 2, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 21 september 2000;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2000 tot uitvoering van artikelen 2, 12, 16 en 38 van de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie, inzonderheid op artikelen 5 en 10, § 4 en § 7;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2000 betreffende de uitvoering van het ontwikkelingsplan medegefinancierd door het gewestelijke ontwikkelingsfonds. Doelstelling nr. 1, inzonderheid op artikelen 6, § 1 en 8;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur du Tourisme" (Hoge Raad voor Toerisme), gegeven op 7 november 2001;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest), gegeven op 9 oktober 2001;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 3 september 2001;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 21 september 2001;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering betreffende de aanvraag om advies van de Raad van State binnen een maximumtermijn van één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 32653/4, gegeven op 17 december 2001, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In de hierna vermelde bepaling van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 19 december 1991 tot bepaling van de voorwaarden tot toekenning en de percentages der subsidies voor de aanleg en de uitrusting van terreinen en gebouwen bestemd voor de industrie, het ambachtswezen of diensten of andere infrastructuren tot aantrekking van de investeerders worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 26		
eerste lid, 1°	10 miljoen BEF	250.000 euro
2°	10 miljoen BEF	250.000 euro
	20 miljoen BEF	500.000 euro
3°	20 miljoen BEF	500.000 euro

Art. 2. In de hierna vermelde bepaling van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 juli 1992 tot uitvoering van artikel 32.10 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, zoals gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992, wordt het in franken uitgedrukte bedrag uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door het in euro uitgedrukte bedrag uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 3		
§ 1	100 000 BEF	2.500 euro

Art. 3. In de hierna vermelde bepaling van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 juli 1992 tot uitvoering van artikel 32.11 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, zoals gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992, worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 5		
§ 3, eerste lid	500 000 BEF	12.500 euro
tweede lid	25 000 BEF	620 euro

Art. 4. In de hierna vermelde bepaling van het besluit van de Waalse Regering van 16 september 1993 tot inwerkingstelling van een bijzonder beleid inzake hernieuwbare energieën in het kader van artikel 32.13 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, zoals gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992, wordt het in franken uitgedrukte bedrag uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door het in euro uitgedrukte bedrag uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 1		
vierde streepje	50 miljoen BEF	1.250.000 euro

Art. 5. In de hierna vermelde bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 21 mei 1999 tot uitvoering van artikelen 32.2, 32.4, 32.7 en 32.14 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 21 september 2000, worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 5		
§ 1, eerste lid	1,750 miljoen BEF	43.400 euro
	1,250 miljoen BEF	31.000 euro
tweede lid	5 miljoen BEF	125.000 euro
derde lid	10 miljoen BEF	250.000 euro
vierde lid	15 miljoen BEF	375.000 euro
vijfde lid	20 miljoen BEF	500.000 euro
Artikel 10		
§ 3, vierde lid	20 miljoen BEF	500.000 euro
§ 4, zevende lid	20 miljoen BEF	500.000 euro
Artikel 14		
derde lid	50 miljoen BEF	1.250.000 euro
Artikel 15		
§ 1	10 miljoen BEF	250.000 euro
§ 2, eerste lid	10 miljoen BEF	250.000 euro

Art. 6. In de hierna vermelde bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2000 tot uitvoering van artikelen 2, 12, 16 en 38 van de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 5		
eerste lid	20 miljoen BEF	500.000 euro
Artikel 10		
§ 4, tweede lid	20 miljoen BEF	500.000 euro
§ 7	3 miljoen BEF	75.000 euro

Art. 7. In de hierna vermelde bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2000 betreffende de uitvoering van het ontwikkelingsplan medegefinancierd door het gewestelijke ontwikkelingsfonds. Doelstelling nr. 1, worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 6		
§ 1	3 miljoen BEF	75.000 euro
	5 miljoen BEF	125.000 euro
Artikel 8		
eerste lid, 1°	5 miljoen BEF	125.000 euro
2°	10 miljoen BEF	250.000 euro

Art. 8. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2002.

Art. 9. De Minister van Economie en K.M.O.'s is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 januari 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA